

Séance publique du mercredi 17 décembre 2014

Convoqué le jeudi 11 décembre 2014, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mercredi 17 décembre 2014 à 17h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nancy CANAUD, Audrey LLEDO, Véronique PEREZ.

Absents :

Autorisation d'utilisation des crédits avant le vote du budget primitif 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément à l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), l'assemblée délibérante doit autoriser l'exécutif de la collectivité à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, afin de permettre la réalisation de ces dépenses, avant l'adoption du budget primitif, à l'exclusion des crédits afférents au remboursement de la dette.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une Autorisation de Programme votées sur les exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'Autorisation de Programme.

Concernant la section de fonctionnement, l'article L1612-1 du CGCT prévoit, dans le cas où le budget primitif n'ait pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l'exercice, que l'exécutif peut engager, liquider, mandater les dépenses de fonctionnement dans la limite de celle inscrites au budget de l'exercice précédent.

La Ville de Montpellier souhaite soumettre au vote du Conseil Municipal, l'autorisation budgétaire des crédits d'investissement comme de fonctionnement pour le 1^{er} janvier 2015, dans l'attente du vote du Budget Primitif 2015 pour le budget principal et le budget annexe du Parking de l'Hôtel de Ville.

I – le budget principal

La section de fonctionnement

Les crédits de fonctionnement votés au titre de l'exercice 2014 sont détaillés dans le tableau suivant :

Chapitres		Crédits votés en 2014
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	63 510 734.00
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	11 352 926.00
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	63 587 582.00
923	CULTURE	11 649 154.00
924	SPORT ET JEUNESSE	20 783 035.00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	15 083 568.00
926	FAMILLE	28 383 662.00
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	63 063 176.00
929	ACTION ECONOMIQUE	6 728 260.00
931	OPERATIONS FINANCIERES	8 605 000.00
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	6 247 100.00
936	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	166 458.00
		299 160 655.00

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses de fonctionnement pour 2015, dans l'attente du vote du BP 2015, équivaut aux dépenses votées au titre de l'exercice 2014 et sont retracées dans le tableau suivant :

Chapitres		Ouverture de crédits 2015
920	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES	63 510 734.00
921	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	11 352 926.00
922	ENSEIGNEMENT-FORMATION	63 587 582.00
923	CULTURE	11 649 154.00
924	SPORT ET JEUNESSE	20 783 035.00
925	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	15 083 568.00
926	FAMILLE	28 383 662.00
928	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	63 063 176.00
929	ACTION ECONOMIQUE	6 728 260.00
931	OPERATIONS FINANCIERES	8 605 000.00
933	IMPOTS ET TAXES NON AFFECTEES	6 247 100.00
936	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS	166 458.00
		299 160 655.00

La section d'investissement

Les crédits d'investissement votés au titre de l'exercice 2014 sont décrits dans le tableau ci-après :

Chapitres		Crédits votés en 2014
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUE LOCALES	11 469 118.95
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	1 291 669.57
902	ENSEIGNEMENT FORMATION	21 609 887.99
903	CULTURE	6 562 616.33

904	SPORT ET JEUNESSE	4 366 102.51
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	675 334.45
906	FAMILLE	1 728 775.63
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	97 691 780.97
909	ACTION ECONOMIQUE	436 552.62
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	52 383 650.00
912	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES	238 345.71
917	OPERATIONS SOUS MANDATS	84 103.01
		198 537 937.74

L'ouverture de crédits de dépenses d'investissement autorisée pour 2015 s'élève au quart des dépenses votées sur l'exercice 2014, hormis les dépenses relatives au remboursement de la dette (chapitre 911) qui sont équivalentes à celles de 2014.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une Autorisation de Programme votées sur les exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'Autorisation de Programme.

Il est nécessaire également, dans le cadre des transferts de compétences à la Métropole et de la convention de transition, de prévoir des crédits au chapitre 917 qui retrace les opérations sous mandat. Les 25% initialement prévus au chapitre 908 hors Autorisation de programme seront ainsi répartis pour moitié entre le chapitre 908 et le chapitre 917.

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses d'investissement pour 2015, dans l'attente du vote du BP 2015, sont retracées dans le tableau suivant :

Chapitres		Ouverture de crédits 2015
900	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUE LOCALES	3 504 803.20
901	SECURITE ET SALUBRITE PUBLIQUES	43 062.61
902	ENSEIGNEMENT FORMATION	7 962 806.60
903	CULTURE	3 130 409.47
904	SPORT ET JEUNESSE	1 303 258.57
905	INTERVENTIONS SOCIALES ET SANTE	703 956.43
906	FAMILLE	1 352 193.91
908	AMENAGEMENT ET SERVICES URBAINS, ENVIRONNEMENT	24 286 344.45
909	ACTION ECONOMIQUE	85 511.88
911	DETTES ET AUTRES OPERATIONS FINANCIERES	46 003 650.00
912	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS NON AFFECTEES	59 586.43
917	OPERATIONS SOUS MANDATS	5 996 894.20
		94 432 477.74

II- le budget annexe du Parking de l'Hôtel de Ville

La section d'exploitation

Les crédits d'exploitation votés au titre de l'exercice 2014 sont décrits dans le tableau ci-après :

CHAPITRE	Crédits votés en 2014
011 - CHARGES A CARACTERE GENERAL	790 003.54
012 - CHARGES DE PERSONNEL	70 000,00
Total	860 003.54

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses d'exploitation pour 2015, dans l'attente du vote du BP 2015, équivaut aux dépenses votées au titre de l'exercice 2014 et sont retracées dans le tableau suivant :

CHAPITRE	Ouverture de crédits 2015
011 - CHARGES A CARACTERE GENERAL	790 003.54
012 - CHARGES DE PERSONNEL	70 000,00
Total	860 003.54

La section d'investissement

Les crédits d'investissement votés au titre de l'exercice 2014 sont décrits dans le tableau ci-après :

CHAPITRE	Crédits votés en 2014
21 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES	322 000.00
Total	322 000,00

L'ouverture de crédits de dépenses d'investissement autorisée pour 2015 s'élève au quart des dépenses votées sur l'exercice 2014.

Il est nécessaire également, dans le cadre des transferts de compétences à la Métropole et de la convention de transition, de prévoir des crédits au chapitre 458 qui retrace les opérations sous mandat. Le quart des crédits sera ainsi réparti pour moitié entre le chapitre 21 et le chapitre 458.

L'autorisation budgétaire des crédits de dépenses d'investissement pour 2015, dans l'attente du vote du BP 2015, sont retracées dans le tableau suivant :

CHAPITRE	Ouverture de crédits 2015
21 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES	40 000.00
458 – OPERATIONS SOUS MANDAT	40 500.00
Total	80 500.00

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Adopter l'ouverture des crédits proposée au niveau du chapitre pour les dépenses des sections d'investissement et de fonctionnement du budget principal et du budget annexe Parking de l'Hôtel de Ville

- Autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à engager, liquider, mandater les dépenses 2015 dans la limite des crédits votés au niveau du chapitre pour le budget principal et le budget annexe du Parking de l'Hôtel de Ville, dans l'attente du vote du budget primitif 2015,
- Autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à liquider et mandater les recettes dues au titre de l'exercice 2015, dans l'attente du vote du budget primitif 2015, sur le budget principal et le budget annexe du Parking de l'Hôtel de Ville.

Le Conseil Adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

A handwritten signature in black ink, consisting of stylized, overlapping loops and strokes, representing the name Philippe Saurel.

Philippe SAUREL

Publiée le : 18 décembre 2014